

ainsi aux moyens les plus ultimes (en jouant sur les puissants leviers idéologiques de l'ethnisme et du régionalisme) pour enrayer les processus démocratiques et décapiter les organisations de la société civile, quitte à initier des dynamiques incontrôlables de massacres et de violences populaires. Que les membres de cette minorité oligarchique soient hutu d'un côté et tutsi de l'autre ne relève en fin de compte que des contingences de l'Histoire : le ressort du mécanisme est le même.

Plus que jamais et quels que

soient les soubresauts qui attendent encore dans un proche avenir les deux pays, on n'aperçoit pas d'autres issues que celles qu'ouvriront les acteurs démocratiques de ces deux pays. Espérons qu'ils puissent trouver dans la communauté internationale des soutiens réels, financiers, diplomatiques et peut-être militaires à la création des conditions minimales de la reprise du projet démocratique.

Michel Elias

20 avril 1994

Zambie : une démocratie lacunaire ?

LES Zambiens parlent. Depuis l'élection de Frederick Chiluba à la présidence de la République fin octobre 1991, la liberté d'expression a pu largement être testée par la population. Certes, son emploi n'apparaît pas toujours judicieux, soit parce qu'elle est dévoyée par une presse à scandale faisant peu de cas de l'intimité des personnalités que sa vindicte excessive écorne (1), soit parce que les Zambiens eux-mêmes, dans leur vie quotidienne, ne l'ont pas encore tout à fait apprivoisée. Cette liberté d'expression n'est pas feinte. Toutes les personnes que nous avons souhaité interroger au cours de notre séjour, qu'il s'agisse de journalistes, d'ecclésiastiques, de syndicalistes, de vendeurs de rue ou d'étudiants, se sont volontiers prêtées à ces jeux d'entretiens ou de conversations informelles. Les apparences pourraient conduire l'obser-

vateur pressé à affirmer que la démocratie règne en Zambie en raison des efforts réguliers du pouvoir pour mettre en exergue une série d'éléments positifs : liberté d'expression, absence quasi totale de violence collective ou de manifestation, relative discrétion de la police, non entrave à la bonne marche de la justice, développement considérable de la presse. D'autant plus que si les Zambiens parlent, ils n'agissent pas, ce qui tend à conforter le gouvernement dans sa logique de mise

(1) C'est le cas essentiellement du journal *The Sun*. Fondé au mois d'août 1993, les articles constituant son assise sont pour la plupart centrés sur le dévoilement de pseudo-vérités concernant la vie privée de ministres ou de hauts-fonctionnaires. En cela, il est calqué sur son modèle britannique du même nom. Il reste qu'il propose également de temps à autre des chroniques politiques pertinentes, malheureusement plus ou moins noyées dans la masse.

en valeur d'une prétendue paix sociale.

En effet, seulement deux événements ont fait sortir les Zambiens de leur réserve depuis les élections. Le premier représente ce qu'il convient d'appeler une catastrophe nationale : l'accident d'avion qui, un sombre jour d'avril 1993, coûta la vie à la majeure partie de l'équipe nationale de football. Les obsèques donnèrent lieu à une manifestation monstre, rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes à Lusaka. Ce défilé fut teinté d'un recueillement émouvant mais aussi d'une violente réaction anti-Gabon, les navigateurs aériens de ce pays étant tenus pour responsables de l'accident (2). Le second événement a été celui constitué par les émeutes fomentées par les vendeurs de rue en mars 1993. Depuis les élections en effet, les jeunes sans emploi ont proliféré et ont envahi les trottoirs et les abords de lieux stratégiques (grands hôtels, stations service, postes) pour vendre des produits artisanalement fabriqués ou volés. Les tentatives grossières de l'administration locale pour mettre fin à ces activités se sont soldées par une révolte aussi soudaine qu'inattendue de ces jeunes, qui pendant deux jours ont mis à sac de nombreux magasins de la capitale et ont affronté la police (3). Ces heurts représentent les seuls événements violents visibles depuis les élections.

Pourtant, certains facteurs obligent à nuancer une prise de position monolithique visant à reconnaître en Zambie une application correcte du modèle démocratique.

La rémanence de certaines pratiques antérieures

Il n'est pas question d'affirmer

ici que le régime actuel est comparable à l'ancien, mais il convient de mettre en lumière des facteurs montrant que certaines pratiques n'ont pas été éradiquées. Ce phénomène récurrent pourrait conduire à se demander s'il n'existe pas en Zambie une forme particulière de culture politique s'appuyant sur des rituels certes contraires au jeu démocratique, mais en revanche parfaitement intégrés dans le jeu politique local, et de surcroît intériorisés par tous.

La première catégorie de facteurs est parfaitement visible. Elle

(2) Les Gabonais ont définitivement perdu tout crédit aux yeux des Zambiens depuis le dernier match qualificatif pour la coupe du monde devant avoir lieu aux États-Unis cette année. En effet, une équipe compétitive avait pu être construite, conjuguant la présence des stars évoluant à l'étranger — et qui de ce fait avaient échappé à l'accident puisque se rendant sur les lieux de la rencontre par leurs propres moyens — dont Kalusha Bwalya, érigé au rang de héros national au même titre que les victimes, et celle de jeunes joueurs avides de revanche sur le destin. Il a fallu qu'un arbitre gabonais les prive — du moins l'affirment-ils — d'une victoire essentielle contre la Tunisie, nécessaire pour aller aux États-Unis. Un jeune chauffeur de minibus m'a confié : « *Tu sais, nous avons pleuré deux fois : la première quand nos frères sont morts, la deuxième quand nous avons été éliminés. Aujourd'hui encore, il nous arrive de pleurer. Mais la haine des Gabonais nous fait tenir le coup.* »

(3) Cette flambée de violence n'a néanmoins pas conduit le gouvernement à abandonner totalement sa croisade contre les vendeurs de rue. Ainsi, il n'est pas resté insensible à l'appel de Slim Chupa, le président de la SRWAZ (Self-Reliance Workers Association of Zambia), qui a demandé à tous les ministères de conjuguer leurs efforts pour aider le ministre de la Décentralisation et de l'Habitat à purger les rues des vendeurs de rue. Ainsi, le ministère des Jeunes et du Développement des enfants l'aiderait à se débarrasser des jeunes, le ministère des Affaires étrangères ferait de même pour les étrangers pendant que le ministère du Développement et de la Sécurité sociale s'occuperait des handicapés qui encombrant les passages (voir *Weekly Express*, 28 février/2 mars 1994, p. 2).

recouvre les difficultés des Zambiens à survivre au sein d'une économie largement déficiente. Avant les élections, peu de produits alimentaires ou autres étaient disponibles, et la monnaie locale, le kwacha, n'avait déjà que peu de valeur. Or, aujourd'hui, ces produits existent et sont à la disposition de tous. Les étalages sont remplis, les magasins se multiplient et les marchés s'agrandissent. Mais du fait des dévaluations successives imposées par les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale, le kwacha ne permet plus de se procurer ces produits. Il s'ensuit un profond mécontentement de la part des électeurs zambiens, qui fondaient de grands espoirs dans le gouvernement Chiluba. L'incapacité de ce dernier à formuler des politiques économiques alternatives et la perpétuation de la corruption en son sein n'ont pas œuvré en sa faveur, même s'il convient de distinguer entre les promesses effectivement énoncées et celles qui ont été construites par les Zambiens eux-mêmes.

La seconde catégorie de facteurs relève le plus souvent du non visible, du non décelable. Par exemple, lorsque nous nous sommes entretenu avec un haut responsable de la presse privée, nous avons remarqué qu'il possédait une arme de poing de gros calibre à la ceinture. Le lui ayant fait remarquer, il eut cette remarque énigmatique : « *Il vaut mieux être prudent* ». Il ajoutera que le gouvernement se livrait à des intimidations régulières (coups de téléphone nocturnes ; coupures d'électricité ; menaces verbales et physiques...). La presse ne peut les révéler toutes, et ce pour deux raisons : si elles sont nombreuses, elles ne sont que très rarement prouvables car réalisées dans l'ombre et

sans témoin sinon celui auxquelles elles s'adressent ; leur révélation systématique pourrait également conduire à une répression plus dure encore, de telle sorte que la plupart des journaux indépendants préfèrent « encaisser » et conserver leur liberté de publication. Les intimidations des contestataires, et en particulier des journalistes récalcitrants, montrent selon ce journaliste combien le gouvernement fait preuve d'hypocrisie à l'égard des Zambiens et essaie de maintenir des croyances fausses chez eux (4).

Par exemple, le *Weekly Post* (5) a fait l'objet de nombreuses menaces depuis sa parution, dont certaines ont été mises en œuvre, si bien qu'en 1992, la direction s'est décidée à s'attacher les services d'une protection paramilitaire afin de publier en toute sécurité deux numéros sensibles. Au début de cette année, des sympathisants du MMD (Mouvement pour la démocratie multipartite) ont attaqué le siège du journal et détruit plusieurs

(4) Entretien. Lusaka, 19 février 1994.

(5) Le *Weekly Post* demeure le seul journal véritablement indépendant. Fondé en août 1991, juste avant les élections, il s'est un moment prononcé en faveur du MMD, le parti de Frederick Chiluba, avant de remettre en cause l'intégrité de la plupart des membres du gouvernement. Les journalistes qui y travaillent n'hésitent pas à écrire des articles très critiques à l'égard de ce dernier, ce qui leur attire régulièrement ses foudres. Le gouvernement répond aussi par des brimades souvent mesquines, jamais directes. Ainsi, par exemple, Fred Mmembe s'est vu à la fin de l'année dernière refuser l'accès au Lusaka Club, le club à la mode du moment, sous le prétexte qu'il ne portait pas de cravate. Excédé, il menaça le portier, lequel le lendemain porta plainte pour coups et blessures alors que le journaliste ne l'avait pas touché. La justice condamnera Fred Mmembe à une forte amende. Le *Times of Zambia* et le *Daily Mail*, les deux périodiques pro-gouvernementaux, se feront l'écho de cet épisode sur le mode moqueur et critique au sujet de leur confrère.

exemplaires du numéro qui mettait en cause le député Nakatindi Wina dans une affaire de drogue. La police n'interviendra que dans l'après-midi, au moment où ils s'apprêtaient à lancer une seconde attaque. Sept personnes seront appréhendées. Mais dans le même temps, Fred Mmembe, le rédacteur en chef du journal, sera arrêté pour diffamation avant d'être rapidement relâché. De façon générale, en dépit de l'augmentation croissante des publications, le gouvernement fustige tout article compromettant, et semble générer par cette attitude une réaction d'auto-censure chez les responsables des journaux. Mais il n'hésite pas à recourir également à des moyens plus radicaux lorsqu'il le juge nécessaire. Il a ainsi congédié le directeur général de la ZNBC (Zambia National Broadcasting Corporation), sous le prétexte officiel de malversations dans ses méthodes de gestion, alors que son limogeage est dû en réalité à son exercice prétendument abusif de la liberté de la presse.

On pourrait citer d'autres faits mettant en doute la validité d'un quelconque changement politique, ou du moins d'une évolution positive par rapport aux agissements répressifs de l'ancien parti unique, l'UNIP (United National Independence Party). Par exemple, au mois d'août 1993, le ministre des Affaires intérieures, Newstead Zimba, interdit aux membres démissionnaires du MMD et désormais membres du NP (National Party) d'organiser des réunions publiques. Il avalise de la sorte la décision en ce sens qu'un député avait prise au mois de mai, lorsqu'il avait envoyé la police pour mettre fin à un meeting du NP dans sa circonscription. Le vice-président infirmera cependant l'acte de son

ministre devant la contestation générale. De surcroît, le principal problème de la Zambie en matière de droits de l'homme, autrement dit la brutalité policière, n'a pas été résolu. Au cours de l'année 1993, une vingtaine de criminels auraient été abattus par la police sans raisons valables. Aucune enquête n'a été demandée pour élucider les conditions exactes des meurtres. Seul un policier a pu être accusé, jugé puis condamné à trois années d'emprisonnement par la Haute Cour de Chingola. En outre, deux suspects sont morts des suites d'une détention préventive — l'un a été battu à mort alors que l'autre serait décédé à cause d'une pneumonie non soignée — pendant que trois membres de l'UNIP ont été torturés (6). Là non plus, aucune enquête judiciaire n'a été ordonnée. D'autres exemples peuvent être fournis : la LAZ (Law Association of Zambia) a ainsi prouvé que trois détenus de la prison de Ndola étaient morts dans des circonstances mystérieuses en l'espace de six semaines. La demande d'accès aux cellules pour s'assurer du bon fonctionnement du champ carcéral leur sera refusée par le gouvernement en janvier de cette année.

Dans ce cadre, la population perçoit de plus en plus mal les agissements de sa police et a du mal à réagir constructivement devant de tels événements, d'autant que fin janvier 1994, un homme désarmé est abattu froidement par un inspecteur à Kafue. Outre les accusations de corruption qui fleurissent, des faits d'apparence mineure de brutalité policière sont fréquemment rap-

(6) Le *Weekly Post* du 18 février 1994, p. 10 rapportera les détails des tortures. Ces informations proviennent du *Washington Line*, publication éditée par l'ambassade des États-Unis en Zambie (numéro du 7 février 1994).

portés et introduisent un climat de double insécurité : la délinquance existe bien, et la police a tendance à adopter des comportements similaires. Le nouveau chef de la police admettra qu'il existe « ... un gros problème de discipline dans la corporation (mais que) cela prendra un grand moment pour changer cet état de fait » (7).

Si l'on cédait à l'ironie, on pourrait dire que mis à part ces multiples faits, les droits fondamentaux du citoyen sont respectés (8). La liberté de religion est assurée — même si l'IPZ (Islamic Party of Zambia) n'a toujours pas été enregistré et si les musulmans sont tenus à l'écart des affaires publiques, en particulier depuis la déclaration tapageuse de Frederick Chiluba en 1992 qui a affirmé que la Zambie était un État chrétien. Le libre cours de la justice est respecté — même si les plus démunis ne peuvent bénéficier des services d'un avocat puisque le système de la commission d'office n'existe pas. La liberté de la vie est protégée — même si au cours de l'état d'urgence décrété soudainement par Frederick Chiluba, plusieurs habitations de membres de l'UNIP ont été fouillées tandis que certains de leurs occupants ont été détenus arbitrairement. La liberté de circulation existe — même si le prélèvement de bakchich par les policiers est une coutume qui s'est largement généralisée depuis quelques mois.

En quête d'une socialisation démocratique qui s'attarde

La Zambie demeure pourtant le bon élève de la démocratie, en particulier parce qu'elle se conforme souvent aveuglément aux directives économiques des agences d'aide. La construction de la rationalité de ces

dernières semble en effet être constituée par deux axes : le pays qu'elles assistent doit posséder des structures institutionnelles démocratiques ; il doit au surplus suivre leurs conseils économiques pour espérer conserver leur confiance.

En dépit de tels critères d'appréciation, qui tendent à convertir démocratiquement des situations qui mériteraient un examen plus attentif, on ne peut s'empêcher de rester dubitatif devant la réalité d'un changement politique complet en Zambie. Ainsi que le remarquent certains observateurs, l'apprentissage de la liberté d'expression, laquelle devant être considérée comme la seule innovation véritable et non entamée, aurait dû se terminer et être enfin intériorisé par tous. En effet, beaucoup de Zambiens, dont des hommes politiques installés ou en devenir, sont soupçonnés de parler sans avoir mené au préalable une réflexion sérieuse sur les sujets qu'ils abordent. Ils en arrivent à se contredire, ce qui ne diffuse pas des gages de sérieux dans la population et surtout sert de mauvais exemple d'usage de la parole politique (9). Il existe donc un travail de socialisation important à accomplir, qui passe par l'action conjuguée des réseaux religieux et des groupes de pression politique. Il faut également remarquer que la classe politique ne s'est pas renouvelée. Malgré la formation de plusieurs dizaines de partis, on retrouve à leur tête des per-

(7) Propos rapportés par le *Weekly Post* du 11 février 1994, p. 4.

(8) Même si Newstead Zimba a demandé en septembre 1993 aux divers défenseurs des droits de l'homme regroupés dans des associations de « fermer leur gueule », car leurs doléances étaient trop nombreuses et encombraient ses services.

(9) Entretien. Révérend Bernard Malango, évêque de l'Anglican Diocese of Northern Zambia. Kirtwe, 15 février 1994.

sonnalités connues, dont la grande majorité a fait ses armes sous le régime de Kenneth Kaunda — facteur dont on doit néanmoins souligner la normalité. Pourtant, si l'on en croit un des leurs, Rodger Chongwe, ancien ministre des Affaires légales de F. Chilouba sous la bannière du MMD, aujourd'hui membre du NP, les hommes politiques jeunes et ambitieux existent. Ils attendent seulement le moment opportun pour agir réellement. La question reste de savoir combien de temps il faudra attendre pour repérer un tel moment et constater une quelconque innovation (10).

La Zambie est en définitive coincée entre deux feux. D'une part, les anciennes pratiques perdurent : par exemple, l'achat des votes reste une coutume en vigueur et démobilise la plupart des électeurs qui ne veulent plus cautionner de tels agissements. D'autre part, il n'existe pas de véritable tradition politique pluraliste. La période multipartite post-indépendante (de 1964 à 1972) n'a pas, selon les hommes politiques que nous avons consultés, déposé des sédiments suffisamment durables. La quasi-totalité des partis n'a que quelques années d'existence, ce qui rend la formulation d'alternatives politiques cohérentes et viables peu aisée en raison de l'empirisme dominant, d'autant que — et non pas bien que — les principaux leaders fonctionnent, inconsciemment ou non, par rapport à l'ancien système politique.

La socialisation démocratique apparaît ainsi comme une des conditions essentielles d'un changement effectif. Mais la cible d'une telle dynamique n'est pas uniquement constituée par les électeurs. Les hommes politiques sont aussi concernés. C'est ce que semble avoir compris une organisation telle que

le FODEP (Forum for Democratic Progress) qui a engagé une action à double direction. Le premier pôle est l'apprentissage du vote chez les électeurs peu éduqués ou isolés. Le second pôle est l'apprentissage du jeu politique aux jeunes candidats aux élections locales ou aux élections parlementaires partielles.

Au plus haut niveau politique, la création du NP l'année dernière a permis la formalisation d'une scène politique ménageant des champs de compétition. En effet, l'UNIP, s'il demeure le seul parti politique disposant de structures solides, ne possède plus les soutiens nécessaires à la diffusion de son credo (11). En outre, les multiples petites formations ne constituent pas un gage de démocratie, tant leur assise est fragile et leur action souvent peu visible voire confidentielle. Certes, le NP est accusé par le MMD de n'avoir des fondations autres qu'éthniques puisque ses membres ainsi que ses soutiens se situent pour la plupart dans la Province Ouest. Dans cette logique, des accusations inverses circulent à propos du MMD, qui en ce qui le concerne a fait la part belle aux députés de la Province de la Luapula qui tous, à l'exception d'un

(10) Entretien. Rodger Chongwe, 25 février 1994.

(11) Il est tentant de faire un rapprochement symbolique entre la situation actuelle de l'UNIP et l'avancement des travaux de construction de son nouveau siège. En effet, Kenneth Kaunda avait décidé avant les élections de faire bâtir des locaux neufs pour l'administration de son parti. Les travaux débutèrent en effet et le site choisi se trouve au bord de la route conduisant à l'aéroport, juste après le centre ville. Mais, Frederik Chiluba ayant été élu, les travaux furent stoppés. Le bâtiment — un immeuble énorme et compact — est aujourd'hui encore environné d'échafaudages et le gouvernement se demande s'il faut le terminer et comment en faire usage. L'UNIP, à l'instar de son siège inachevé, cherche aujourd'hui son utilité.

seul d'entre eux, font partie du gouvernement.

De tels débats ne sont peut-être pas faits pour attirer les électeurs vers les urnes d'autant qu'eux-mêmes ne se sentent pas atteints par d'éventuelles ségrégations ethniques (12). Mais on ne peut que tenir le NP comme le seul parti actuel susceptible d'offrir une force opposante valable pour les élections présidentielles de 1996. Il apparaît

ainsi pour les hommes politiques déçus par le régime de Frederick Chiluba comme le dernier barrage au rétablissement d'un régime monopartiste *de facto* — et à la fin de la liberté d'expression tant appréciée.

Jérôme Lafargue

(12) Entretien. Rodger Chongwe, Lusaka, 25 février 1994.

Les problèmes de la presse indépendante au Niger

DANS plusieurs pays, l'information que véhiculent les médias a longtemps été contrôlée par l'État. Au Niger, de 1960 à 1990, l'État avait le monopole. L'ensemble des organes d'informations, radio, TV, agence de presse y compris les journaux lui appartenaient. Les journalistes qui y travaillaient avaient le statut de fonctionnaire. Nombre de professionnels avaient dénoncé cette aberration ainsi que l'arbitraire, qu'elle favorisait. En effet cette période fut caractérisée d'une part, par la négation de règles éthiques professionnelles et déontologiques et d'autre part, la prééminence du commentaire complaisant au détriment de l'analyse factuelle.

A partir de janvier 1990, à la faveur des réformes démocratiques, la chape de plomb se fissure. Le pouvoir autorise l'existence d'une presse privée indépendante. Ibrahim Cheick Diop, ancien rédacteur en

chef des publications du ministère de l'Information, crée le bimensuel indépendant d'information et de réflexion *Haské* (lumière en langue nationale haoussa) — « Nous avons voulu ainsi mettre fin à l'existence d'une source unique d'information » a-t-il alors précisé. Avec l'émergence de la presse indépendante la dithyrambe et la langue de bois qui accompagnaient chaque discours officiel vont faire place à des articles d'investigation. Dans son premier numéro, *Haské* donne le ton en publiant une enquête sur le mode d'attribution des parcelles par la municipalité. Fait inédit : les responsables municipaux sont ni plus ni moins accusés de corruption, de favoritisme, de clientélisme...

Surpris de voir la presse prendre la tête d'un mouvement de *glasnost* dans les mœurs politiques, les lecteurs avaient tôt fait d'acheter le deuxième numéro du journal tiré à 15 000 exemplaires.